

8 milliards Fcfa pour les PME

P.4

Editorial

Changer le jeu

P.3

Medias

Durant 4 jours, Tours capitale du Journalismisme

P.5

Elections locales

En ordre de marche



Brigitte Adjamagbo-Johnson et la coalition décident de suivre la marche imprimée par le ministre Payadowa Boukpessi pour l'organisation des élections locales

Plan National de Développement

Le train sur les rails

Le Président de la République a procédé, le lundi 4 février dernier, à Lomé, au lancement officiel du Plan National de Développement (PND). Avec pour objectif de transformer structurellement l'économie du pays, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents, plus de 500.000 à l'horizon 2022, le train de ce plan de développement quinquennal a été mis sur les rails, en présence d'un parterre de sommités, de personnalités aux rangs desquels figurent le Président du FIDA, Gilbert Fossoun Hougbo et l'ancien Premier ministre béninois, Lionel Zinsou.

Basé sur trois axes stratégiques, le Plan national de Développement (PND) s'emploiera, en cinq ans, à l'amélioration du bien-être social des Togolais, dans une dynamique inclusive et participative. Ceci, conformément à l'esprit de la déclaration de la politique générale du gouvernement. Guidé

par des principes directeurs tels le leadership et l'appropriation, le partenariat et la redevabilité mutuelle, la gestion axée sur les résultats et la durabilité, l'équité, le genre et l'inclusion, ce plan de développement quinquennal s'emploiera à rechercher pour le Togo, à l'horizon 2022, une croissance de 7,6%, laquelle

résultera de la transformation structurelle de son économie.

Avec un budget global de 4622,2 milliards CFA, le PND permettra au gouvernement de mettre en place, un hub logistique d'excellence et un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région (axe 1), développer des pôles de transformation agricole, manufacturiers et d'industries extractives (axe 2), puis consolider le développement social et renforcer les mécanismes d'inclusion (axe 3). Bref, le PND se veut un document prospectif qui vise à terme à faire du Togo, une nation à revenu intermédiaire, économiquement, socialement et démocratiquement solide et stable, solidaire et ouverte sur le monde.

Pour prouver la fiabilité dudit plan, l'expertise de hautes personnalités a été sollicitée, à travers un panel de haut niveau dont la modération a été assurée par le professeur Samuel Mathey, Enseignant en

Sciences Po à HCC Paris. Tour à tour, Gilbert Fossoun Hougbo, ancien Premier ministre du Togo et Président du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), Lionel Zinsou, ancien Premier ministre du Bénin, Enseignant à l'Ecole Normale de Paris et Directeur du Cabinet Conseil en Financement en Afrique, Ade Ayeyemi, Président du Groupe Ecobank et Patrick Sevaistre, Enseignant en Sciences Po à HCC Paris et Spécialisé en Partenariat Public-Privé ont, chacun, du haut de ses nombreuses années d'expérience, élucidé et décortiqué les ingrédients qui, véritablement, font du PND, un plan qui se démarque des autres déjà existants, en termes de promotion de développement à grande échelle.

« Si nous nous partageons l'amour du travail qui génère la croissance, nous devons également tout mettre en œuvre pour partager les fruits de la croissance. C'est là le pari du PND 2018-

2022...l'enjeu est désormais de préserver ces avancées et d'en consolider les bases pour progresser davantage et, dans le même temps, mettre l'accent sur la redistribution des richesses entre toutes les filles et tous les fils de notre pays », a affirmé Faure Gnassingbé. « Ce plan n'est pas un plan de développement de plus...Nous sommes déterminés à réaliser cette évolution qualitative, et convaincus que nous en sommes capables », a, ensuite, poursuivi le Président de la République. Mais pour cela, a-t-il précisé, « nous devons être nous-mêmes, le point de départ des transformations que nous cherchons ».

En marge de cette cérémonie, les lauréats du concours de logotypes ont été primés. Le premier prix, d'une valeur d'un chèque d'un million de Frs CFA, est revenu à l'artiste graphiste togolais vivant à Bamako, Eric Cossi Eda.

Jaurès KINVI

5^{ème} vague du Volontariat d'Engagement Citoyen 444 nouveaux volontaires déployés !

Les nouveaux volontaires du programme Volontariat d'Engagement Citoyen (VEC), au nombre de 444, ont prêté serment, le vendredi 8 mars dernier, à Lomé. A travers cet acte symbolique, ces volontaires, issus de la cinquième vague, s'engagent à être pleinement au service de la nation, durant les six (06) prochaines années. Ceci, essentiellement aux côtés des communautés à la base, à travers des actions en faveur du bien-être intégral et durable des dites communautés.

« Je m'engage, en tant que volontaire national, à respecter tous les droits et devoirs y afférents. Je jure d'accomplir ma mission avec dévouement, humilité, neutralité et professionnalisme, d'œuvrer à la promotion des actions de développement socioéconomiques de mon pays. Je le jure ! ». C'est par ces mots, repris en chœur, dans un amphithéâtre du Lycée Technique d'Adidogomé, plein à craquer, que les 444 nouveaux Volontaires d'Engagement Citoyen (VEC) dont 30 Volontaires Séniors ont prêté serment. Ceci, devant des autorités politiques, administratives et traditionnelles au-devant desquelles se trouve la ministre du Développement à la Base, Victoire Tomégah-Dogbé.

Investis d'une mission qui va durer six (06) mois, soit d'avril à septembre 2019, ces nouveaux volontaires déployés, qui portent l'effectif total déjà mobilisés à 10.894, travailleront avec les communautés à la base, dans 24 villes du Togo, sur plusieurs missions. Lesquelles vont du curage de caniveau au désherbage en passant par la restauration de l'environnement et la création des espaces verts.

Outre les missions de sensibilisation des ménages sur la sauvegarde des acquis de leurs actions en faveur du bien-être intégral et durable des communautés, ces nouveaux volontaires travailleront également, durant le temps de leur mission, sur des modules spécifiques, tels

les activités génératrices de revenu, l'entreprenariat, les compétences de vie, les comportements concitoyens et responsables. « Ils auront également la possibilité de se constituer en associations de crédits et d'épargne afin de s'octroyer des facilités de crédits pour démarrer des activités génératrices de revenu », a ajouté le Directeur de l'Agence Nationale de Volontariat, Omar Agbangba qui en a évalué à 2997, le nombre total des AGR générées, depuis lors par le volontariat de proximité.

« Je vous invite à beaucoup d'engagement et de courage. Ce n'est qu'à ce seul prix que nous pourrions relever, ensemble le défi. Car, le Togo reste le seul bien qui nous reste en commun. Et nous devons le sauvegarder », a prodigué, comme conseil aux nouveaux volontaires, la ministre en charge du Développement à la Base.

En marge de cette célébration, Victoire Tomégah-Dogbé a procédé à la remise de kits d'installation à 295 anciens VEC de la quatrième vague. D'une valeur de 48 millions CFA, ces kits qui sont un appui du gouvernement togolais à travers l'ANADEB aux VEC identifiés comme ayant appris un métier mais qui éprouvent des difficultés à s'installer, sont constitués de machines de couture et de broderie, de menuiserie-aluminium et de coiffure.

Jaurès KINVI

La sécurité du journaliste au menu d'un forum

L'année 2019 se révèle désormais une année charnière avant le fatidique 2020 de la présidentielle. Tant les besoins en couverture médiatique et sécuritaire seront énormes. C'est ainsi que, le mardi 05 Mars dernier, s'est tenu à l'hôtel EDA OBA un forum sur le thème : « Les relations entre les forces de Sécurité et les médias, la sécurité des journalistes », sous l'égide de l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT) avec l'appui de Media Foundation for West Africa (MFWA).

Depuis la crise sociopolitique d'août 2017, les journalistes, sont régulièrement des cibles d'attaques de tout genre, à travers des saisies de matériel de travail, des intimidations et des harcèlements. Dans le but d'établir de nouveau la confiance entre les forces de Sécurité et les journalistes, ce forum a servi de lieu d'échanges entre ces deux différents corps de métier. Le forum a vu la présence du ministre de la Communication, du représentant du ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Commissaire ABI, de différentes personnalités du monde des médias et des agents de forces de Sécurité. Prononçant le discours d'ouverture, Foly-Bazi Katari, ministre de la Communication, a rappelé les uns et les autres à la complémentarité. « Il n'est plus un secret pour personne que la question de liberté d'expression et de presse est d'une importance capitale pour la survie de la démocratie. Je voudrais rendre un hommage aux hommes de médias. Sans vous, le monde serait en noir et blanc », a-t-il souligné. « En réalité, on ne saurait parler de liberté sans responsabilité », a-t-il renchéri. Le Commissaire de police Kossi Ayéwadan, le

Représentant des forces de Sécurité, a pris soin, quant à lui, d'expliquer les quatre différentes étapes d'une opération de maintien de l'ordre lors des manifestations publiques. Les forces de Sécurité sont tenues de respecter le droit humain (1). Le principe de proportionnalité (2) recommande que l'usage de la force en cas de désordre public soit calculé et contrôlé. Ceci n'implique pas forcément l'usage des gaz lacrymogènes. Il faut tout d'abord des techniques de refoulement ou des pourparlers entre les forces de Sécurité et les manifestants. L'usage de la force (3) demeure une étape très critique du maintien de l'ordre. Le principe de l'impartialité (4) stipule que la protection des manifestants et des institutions publiques relève du devoir régalien des forces de Sécurité. Pierre Kaséré Sabi, chargé des affaires juridiques à la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) a pris soin d'énumérer les obligations du journaliste en période de crise politique. L'honnêteté, la ponctualité, l'impartialité sont les recommandations de ce dernier. Pour clore les travaux du forum, Aimé EKPE, président de l'Observatoire Togolais des Médias (OTM), parlant des deux corps de métier, renchérit solennellement :

« Nous sommes tous des joueurs sur le même terrain. Au-delà des frustrations, des incompréhensions, nous sommes condamnés à vivre et travailler ensemble. Abordant la dimension de vivre ensemble, [...] nous devons avoir à l'esprit des idées de respect et de courtoisie. »

Edoh Sodji (Stagiaire)

FLAMBEAU <small>Membre de l'Union des Médias et de la Presse Togolaise</small> des Démocrates
Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC Siège social : Bd du 13 Janvier, Nyékonakpoé 06 BP. 60364 Lomé Tél. (+228) 26 70 04 96 e-mail : Loiclate@gmail.com Maison de la Presse Casier N°72
Directeur de Publication Loïc LAWSON (90 34 63 25)
Directeur de la Rédaction AGBESSI T. Isaac. (90 20 36 51)
Rédacteur en chef Magloire TEKO (91 44 38 79)
Rédacteurs Loïclas Del-Jo Magloire Téko Isaac Tonyi Oscar Sékaya
Correcteurs Edgar K. DJISSENOU Edson Dogbé
Stagiaire SODJI Edoh
PAO Geodecom (22 48 00 32 / 92 63 85 58)
Imprimerie : St Louis Tirage : 3000 exemplaires

EDITORIAL

Changer le jeu

Le radicalisme, c'est l'esprit hostile au dialogue et au compromis, dit-on souvent. La classe de l'Opposition togolaise a, de tout temps, fait de cette arme un moyen de nuisance populiste au point d'en récolter les fruits amers. L'on en vient à prendre conscience du danger. C'est du moins la leçon qu'il convient de retenir après la sortie médiatique de la C9 à propos des résultats du conclave de deux jours organisé il y a de cela quelques semaines.

En décidant de se restructurer après avoir reconnu les errements qui leur coûtent cher dans leur lutte pour l'Alternance au Togo, les neuf partis politiques de l'Opposition réunis au sein de la Coalition dégarnie, ont milité pour un changement de stratégie, de tactique et de schéma, une option loin de recueillir l'assentiment des déserteurs. Ils ont largement leur raison, ces derniers qui refusent de se faire emballer dans une autre odyssee.

Car il faut, pour changer un jeu, plusieurs manières. On peut y arriver en changeant de manager, d'entraîneur, de capitaine, de leader, encore fût-t-il un leader naturel. C'est ce que la Coalition a oublié de faire dans sa nouvelle stratégie de conquête du pouvoir. En clair, on prend les mêmes, on recommence et au finish, on retrouvera un candidat unique d'une double Opposition, la radicale et la modérée.

Le jeu, visiblement, ne peut donc pas changer si les idées restent préconçues. Si à court, à moyen ou à long terme le pari reste le même, alors la possibilité de retrouver des variantes dans le jeu est exclue et les résultats resteront les mêmes. C'est donc pour cela qu'il convient d'expérimenter les schémas si l'envie de changer un jeu devient une obligation telle qu'elle l'est dans le landerneau politique togolais.

A défaut de répondre à des aspirations, somme toute légitimes pour lesquelles le changement de méthode est important, le peuple peut prendre ses responsabilités et décider du changement à opérer. L'Opposition togolaise ne peut pas rester indéfiniment une machine à perdre. Il faut changer le jeu.

Isaac Tony

Elections locales

En ordre de marche

Le Togo reste l'un des rares pays de la sous-région où il est difficile d'appréhender le modèle de démocratie. L'organisation à la base a fait faillite il y a de cela 30 ans. Pour corriger cette tare, le gouvernement a enclenché un processus de décentralisation qui va déboucher dans les prochains mois sur des élections locales. La messe de requiem des délégations spéciales sera dite, mais à quel prix ?

Un des axes forts du projet de société du Chef de l'Etat, c'est l'adoption d'une feuille de route de la décentralisation et des élections locales à la base du rapport d'un Comité Technique mis en place à cet effet en 2015. Le processus enclenché a permis de renforcer le cadre juridique indispensable à la mise en œuvre effective de la feuille de route, à la communication sur cette feuille de route marquée par une vaste campagne de sensibilisation des populations aux niveaux régional, communal et cantonal ainsi que le montage du financement pour la construction partielle des sièges des

25 janvier dernier dans sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée Nationale de procéder rapidement aux réformes constitutionnelles et institutionnelles et à la mise en application de la feuille de route de la Cédéao du 31 juillet 2018. « Tant qu'un consensus national ne sera pas établi sur la nécessité et la manière de procéder aux réformes recommandées par l'APG et la feuille de route de la Cédéao, il n'est pas utile d'appeler à l'organisation des élections locales », indiquait le Comité d'Action pour le Renouveau. Pour sa part, la CDPA observe que le gouvernement qui avait tout mis en



Vue partielle des membres de la Coalition présents à la conférence de presse mardi dernier

nouvelles mairies en cours de finalisation.

C'est en toute logique que depuis quelques semaines, le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales a entrepris des consultations avec les partis politiques pour les informer de la tenue des élections locales dans les prochains mois.

Volte-face

Les différents partis consultés, que ce soit le CAR, la CDPA ou l'ANC, ont émis des réserves sur l'organisation de ces élections locales sans l'effectivité des réformes institutionnelles et constitutionnelles. Bien que conscients du déroulement de la feuille de route du gouvernement qui devait aboutir à l'organisation des élections locales, ces différents partis, entre-temps revigorés par la crise politique, semblent jeter du discrédit sur les Locales au nom de la promesse faite par le Premier ministre Klassou Sélom le

œuvre pour exclure l'Opposition des élections législatives, enclenche dans cette même logique un processus électoral. « L'intérêt supérieur de notre pays commande la réalisation diligente des réfor-

«La coalition s'est accordée sur le principe d'aller ensemble aux prochaines élections et s'est engagée à lutter avec les populations togolaises afin que les prochaines élections se déroulent dans les meilleures conditions de transparence et d'équité», signifiait la coordinatrice de la C14

mes prévues depuis 2006 par l'Accord Politique Global, confirmées par la feuille de route de la CEDEAO du 31 juillet 2018 acceptée par le gouvernement du Togo », soulignait Brigitte Adjamagbo-Johnson dans son communiqué. Même son de cloche au niveau de l'ANC qui demande instamment au gouvernement de traduire dans les faits la volonté exprimée par le

Chef du Gouvernement quant à l'adoption des réformes constitutionnelles, institutionnelles et électorales en attente et d'engager sans tarder une initiative courageuse en vue de leur mise en œuvre effective. Le Parti National Panafricain non plus n'est pas du reste. Pour ce parti, l'urgence réside dans la lutte du peuple togolais pour obtenir les réformes permettant de retrouver la constitution de 1992 et le vote de la diaspora.

Face à ces différentes prises de position, de certains partis politiques, il se pose la question de savoir si l'organisation des Locales a un lien direct avec l'opérationnalisation des réformes et si l'on s'achemine vers un nouveau boycott après celui des Législatives. Les réflexions sur la question ont été mûries lors de la rencontre du reliquat de la C14 avec la presse mardi dernier. En rangs dispersés sûrement, le reliquat de la C14 prendra part aux élections locales pour ne pas laisser le champ libre au parti au pouvoir dans les contrôles des communes dans les grandes villes du pays. C'est ce que l'on peut comprendre du discours de la Coordinatrice de la C14 Brigitte Adjamagbo-Johnson. «La Coalition s'est accordée sur le principe d'aller ensemble aux prochaines élections et s'est engagée à lutter avec les populations togolaises afin que les prochaines élections se déroulent dans les meilleures conditions de transparence et d'équité», signifiait la coordinatrice de la C14, une décision pour le moins sage après les erreurs commises. Il est désormais clair que dans l'ordre tout comme dans le désordre l'Opposition prendra part aux élections locales en attendant de voir si le

CAR de Me Yawovi Agboyibo va revoir sa copie.

Tout indique finalement que la classe politique togolaise est prête à agir, sinon sur le pied de guerre pour participer à l'élection des 1527 conseillers municipaux sur toute l'étendue du territoire national.

Isaac Tony

Impôts : Le télépaiement est désormais possible pour les Moyennes Entreprises

L'Office Togolais des Recettes(Otr), dans ses efforts d'accompagnement des entreprises dans leur déclaration de paiement d'impôt, innove avec le télépaiement. Après les grandes entreprises le 05 mars dernier, l'Otr vient de lancer le télépaiement par UTB pour les Centres des Impôts des Moyennes Entreprises (CIME 1) et CIME 2 le mardi dernier à son siège en présence de la presse et de plusieurs opérateurs économiques.

Finies donc les lourdeurs administratives. A distance les entreprises peuvent payer leur impôt en toute sécurité. Pour le Directeur des grandes entreprises Eglo Ayaovi, c'est une stratégie de numérisation des opérations à distance. « En terme de procédure, l'OTR gagne en coûts et au niveau des entreprises cela favorise le civisme fiscal ». Pour sa part, le Directeur Commercial de l'UTB, second partenaire de l'Otr dans le télépaiement après

Ecobank, « les clients ont besoin d'un instrument de paiement pour pouvoir payer les impôts sans se déplacer avec de l'argent en espèce et c'est pourquoi nous accompagnons l'Otr dans sa marche d'innovation pour le rapprochement de la banque-OTR. »

Ce lancement a été l'occasion pour les opérateurs économiques d'être outillés sur le mécanisme de télépaiement.

IT

Métier du monde

Les arts plastiques à l'honneur

L'entrepreneuriat de la jeunesse togolaise est de plus en plus actif sur l'échiquier national. En témoignent les efforts consentis ces dernières années par les autorités compétentes en la matière et le Chef de l'Etat. Le PND et le FAEIJ en sont illustratifs, même s'ils suscitent des interrogations. Cette semaine, notre journal est allé à la rencontre de Jules Lawson, jeune artiste plasticien, propriétaire d'une galerie d'art.

Flambeau des Démocrates : parlez-nous un peu de vos débuts.

Jules Lawson : Après mon BAC A4 en 2013 au Lycée de Tokoin, j'ai eu une licence en Marketing et communication des entreprises. Permettez-moi tout d'abord de vous narrer cette petite histoire. Un jour, un ami m'a fait appel pour me signaler qu'une entreprise chinoise implantée au Togo est à la recherche d'un employé. Je me dépêchai avec mon CV plus ma lettre de motivation. Mon dossier fut accepté, puis le directeur me demanda ma prétention salariale. « 150 000 FCFA », telle fut ma réponse. Furieux, celui-ci se montra très hostile et me sermonna. Depuis cet instant, j'ai juré de ne plus écrire ni de lettre

de motivation ni de CV, mais d'en être le récepteur. Revenant à mon parcours, parallèlement à mes études de licence, j'ai suivi également une formation annuelle en arts plastiques auprès de monsieur Sossou Fiogbé Kwassi, doyen des plasticiens togolais, ancien disciple de Paul Ahyi pendant 30 ans. De surcroît, je me suis essayé également au métier de la radio sans succès après deux stages dans deux stations.

Quand l'idée vous est-elle venue d'embrasser les arts plastiques, alors que vous étiez destiné à une longue carrière de cadre bureaucrate ?

Rires... J'ai toujours nourri l'espoir de servir l'Etat, pas sous son autorité mais en lui offrant mes services. J'ai com-

mencé mon entreprise avec 7500FCFA. Fait inhabituel et étrange, mais pas impossible ! Maintenant mon entreprise est dans sa quatrième année. A mes débuts en 2015, j'ai participé à un séminaire international des hommes d'affaires dénommé « Live to lead » au siège principal d'Ecobank. Cela m'a permis de nouer des relations. Je faisais des autoportraits de grandes personnalités que je leur vendais. En effet, j'en ai fait à Madame Ige Olatokumbo, ancienne représentante du PNUD résidant au Togo, au coach Armand POGNON, pour ne citer que ceux-là. Je participe aussi à des expositions (tableaux et photos) çà et là. Outre les arts plastiques, je suis actif dans l'art digital et la conception des panneaux publicitaires. Je suis actif au sein d'une équipe de dessinateurs de Bandes dessinées. Je suis aussi correcteur en dessin lors des examens nationaux. J'ai été reconnu au titre d'opérateur économique par la Chambre du Commerce et de l'Industrie du Togo (CCIT) au décret N°2012-008/PR



du 07-03-2012, arrêté N°011/MCPSP/CAB/DPSP du 13-04-2012.

Quels conseils voudriez-vous donner à la jeunesse ?

Il faut être téméraire, quand il s'agit d'entreprendre à son propre compte. Il faut se projeter objectivement dans un avenir à long terme, nourrir de grandes ambitions, suivre des approches managériales et communicationnelles pour son entreprise. La réussite ne s'acquiert pas en restant chez soi, c'est une quête perpétuelle. Il faut aussi la discipline dans son en-

treprise, avoir une vision assez claire de l'objectif visé puisque chaque domaine d'activité avec ses exigences et ses complexités.

Les arts plastiques ont-ils de l'avenir ?

Bien sûr. Les arts plastiques constituent un domaine informel très professionnel dont la jeunesse nourrit l'intérêt. Moi-même je continue d'en former.

Propos recueillis par Edoh Sodji (Stagiaire)

Faure et le PND à Abu Dhabi

8 milliards francs CFA pour les PME

Le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, séjourne, depuis le dimanche 10 mars dernier, aux Emirats Arabes Unis. A Abu Dhabi, le Président de la République a mené plusieurs actions allant dans le sens de la promotion du développement au Togo, notamment la recherche des financements pour la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND), lancé il y a une semaine. D'ores et déjà, Lomé peut s'estimer heureuse d'avoir engrangé 15 millions de dollars, soit un peu plus de huit (08) milliards frs CFA en faveur des Petites et Moyennes Entreprises togolaises.

Durant son séjour dans ce pays du Golfe, Faure Gnassingbé s'est évertué à mobiliser les investisseurs émiratis en faveur du Plan National de Développement (PND) dont les trois axes stratégiques ont été au cœur des échanges entre le numéro 1 togolais et ses hôtes. Bref, l'enjeu du renforcement de la coopération bilatérale entre les deux Etats, le but de cette visite de travail et d'amitié du Président de la République togolaise au Prince

héritier d'Abu Dhabi, son Altesse, Mohammed bin Zayed Nahyanet porte essentiellement sur la création d'emplois pour la jeunesse et la promotion de l'énergie renouvelable, notamment l'énergie solaire.

Lundi, un mémorandum d'Entente a été signé avec un financement de 15 millions de dollars US accordés par le Khalifa Fund pour l'accompagnement des PME et PMI du Togo, dans la droite ligne de la mise en

...un mémorandum d'Entente a été signé avec un financement de 15 millions de dollars US accordés par le Khalifa Fund pour l'accompagnement des PME et PMI du Togo, dans la droite ligne de la mise en œuvre efficiente du PND qui se veut un plan de développement quinquennal...



Faure Gnassingbé paraphant un document

œuvre efficiente du PND qui se veut un plan de développement quinquennal couvrant la période 2018-2022. Il a été signé, côté togolais, par le ministre de l'Economie, Sani Yaya et côté émirati par Hussein Jasim Al Nowais, le Président du Fonds Emirati. Ceci, en présence du Prince et des deux hommes d'Etat.

Cette cérémonie de signature a, fait suite à la visite de Faure et sa délégation, composée, outre de Sani Yaya, de Robert Dussey, Abyl Bidamon et Cina Lawson, sur les sites de la Zone industrielle et du centre financier international d'Abu Dhabi.

Et ce, conformément à l'esprit de l'axe 1 du PND qui planifie faire du Togo, un hub logistique et un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région ouest-africaine.

Le lendemain, mardi, Faure Gnassingbé s'est entretenu avec le vice-président du Groupe Al Dhara, Khadim Al Darei. Les échanges entre le Président togolais et le N°2 de cette multinationale évoluant dans le secteur agroalimentaire et la gestion de chaînes d'approvisionnement, présente dans 20 pays, explique ce dernier, ont porté essentiellement sur les opportu-

nités que le Togo offre en matière d'agriculture et de production agricole. « Nous investissons dans des fermes et exploitations de grandes tailles allant de 200 ha et plus. Avec le Président, nous avons partagé notre expérience et capacité en matière de création de grandes fermes d'exploitation agricole », a précisé M Khalim.

Par ailleurs, sur financement du fond d'Abu Dhabi pour le développement, le groupe Emirati Amea Power, spécialisé dans la construction et l'exploitation d'infrastructures énergétiques a promis à la délégation togolaise, la construction d'une centrale solaire de 30MW devant permettre d'alimenter près de 700 000 ménages et petites entreprises au Togo.

A son tour, Faure Gnassingbé a vivement salué la volonté des dirigeants émiratis de créer des ponts culturels, économiques et surtout d'investissement avec les pays du monde entier dont le Togo qui, poursuit le Président togolais, tient vraiment à s'inspirer de l'expérience réussie en matière de développement des Emirats Arabes Unis.

Magloire TEKO

Rencontre Fabre-Faure

Pour quel enjeu ?

Dans un entretien accordé, ce dimanche, à nos confrères de l'agence Savoirnews, l'ex-Chef de file de l'opposition, Jean-Pierre Fabre, a exprimé sa disponibilité à rencontrer, dès que possible, le Chef de l'Etat. Ceci, aux fins d'échanger, ensemble, sur la vie socio-politique du pays. Une démarche politiquement normale mais qui n'est, toutefois, pas exempte de commentaires.

A bâtons rompus, le président national du parti Alliance Nationale pour le Changement (ANC) a passé en revue, les dernières évolutions de l'actualité socio-politique du pays. De l'actualité du parti orange à la Coalition des 14 formations politiques (C14) en passant par la présidentielle de 2020 et la possibilité de candidature de Faure Gnassingbé, la crise politique d'août 2017 et la facilitation de la Cédéao, puis de l'après-législatives du 20 décembre 2018, M. Fabre s'y est prononcé, le cœur à l'œuvre.

Le point

Dans l'ensemble, le président national de l'ANC a jugé compréhensibles, voire normales les dissensions apparentes au sein de la Coalition. Donc rien d'étonnant, car inhérent à tout regroupement. Car, poursuit-il, c'est de ces divergences de point de vue que naît le débat qui permettra d'entamer, en toute responsabilité et sous de meilleurs auspices, la nouvelle phase de la lutte après les législatives du

20 décembre. Justement parlant des dernières législatives, l'ex-Chef de file dit ne rien regretter. «*Le boycott est un acte bien réfléchi... nous assumons notre décision, en dépit de conséquences difficiles pour nous tous*», a affirmé M. Fabre qui regrette, tout de même, que la Cédéao soit «*incapable*» de régler sérieusement les crises dans lesquelles elle s'immisce pour aider à instaurer la démocratie et l'Etat de droit, là où ces valeurs manquent.

Faure Gnassingbé et la présidentielle de 2020 ont été également abordés. Pour M. Fabre, la sagesse voudrait que l'avenir politique du Togo se dessine sans l'actuel Chef de l'Etat. «*Je crois réellement que pour le bien du Togo, Faure Gnassingbé devrait, après plus de 50 ans d'exercice du pouvoir par la famille Gnassingbé, se retrouver une autre occupation*», a-t-il laissé entendre. Cependant, après les échéances réussies de 2014 et 2015 et les deux tentatives échouées en janvier 2016 et janvier 2017, ce dernier, ne ca-



Faure Gnassingbé

che toujours pas son souhait de rencontrer l'occupant du Palais de la Marina. «*Pourquoi pas !...*», répond-il à la question de notre confrère de savoir s'il a toujours l'intention de rencontrer le Président Faure Gnassingbé les jours, semaines ou mois à venir. «*Refuser de rencontrer Faure Gnassingbé, après lui avoir envoyé ces deux lettres, et pris part au dernier dialogue, serait incohérent et incompris*», a soutenu l'ex -Chef de file de l'opposition.

Pour quel enjeu ?

C'est clair. Jean-Pierre Fabre, en sollicitant une rencontre avec le Chef de l'Etat, s'inscrit dans une démarche républicaine et politiquement normale. Mieux, un retour à la raison. Car, la culture politique re-



Jean-Pierre Fabre, Pdt de l'ANC

commande que des acteurs politiques, malgré leurs différences, agissent, de façon concertée, pour le bien du pays. En clair, loin de l'adversité aveugle et de la politique politicienne, l'Opposition est objectivement et raisonnablement appelée, outre les critiques, à également proposer des pistes de solution au pouvoir en place, pour une meilleure gestion de la République. Mais alors, l'on est également en droit de se demander si le retour à la raison de M. Fabre produira un effet. Bref, à quoi servira encore une rencontre entre les deux hommes, quand on sait surtout que les précédentes n'ont véritablement rien donné.

En effet, le statut du Chef de file de l'Opposition comporte aussi bien des droits que des obligations. Lesquels recom-

mandent, en partie, au Chef de file de l'opposition, donc hier le président national de l'ANC, d'être plus proche du Président de la République, sans toutefois se compromettre. Autrement, se concerter régulièrement avec lui sur les sujets d'intérêt national. Malheureusement, triste a été de constater que les droits avaient pris le dessus sur les devoirs. Pas une seule fois, les Togolais n'ont vu, à titre illustratif, M. Fabre figurer aux côtés de M. Faure lors des nombreuses célébrations de la fête de l'indépendance depuis 2013. Une attitude déphasée et «*fâcheuse*», ajoutée à d'autres qui, selon les indiscretions, auraient motivé le refus, depuis 2016, du Chef de l'Etat à recevoir celui qui jouissait jusque-là, des avantages du statut du Chef de file de l'Opposition.

Aujourd'hui, si l'initiative est à encourager, l'on se demande néanmoins si Faure Gnassingbé acceptera-t-il recevoir, à nouveau, Jean-Pierre Fabre, surtout à une période où les rapports de forces politiques ne sont plus les mêmes qu'hier. Mais en attendant, c'est un constat. L'ex-Chef de file de l'Opposition ne désarme pas. Il reste toujours dans l'attente d'une audience accordée du Président de la République.

Magloire TEKO

Médias **Durant 4 jours, Tours, capitale du Journalisme**

Les travaux des 12^{èmes} Assises Internationales du Journalisme de Tours ont été ouverts hier mercredi 13 mars 2019. Placée sous le thème : «*Les médias, tous les mêmes ?*», cette rencontre qui mobilise 300 intervenants avec plus de 50 ateliers, workshops et débats, va permettre aux participants de tenter de lever en trois jours, les préjugés sur les langages des professionnels de la communication qui, dans l'esprit du public, renvoient souvent à des connotations tout à fait particulières, empreintes d'incompréhensions, de stéréotypes etc. Elle sera suivie du Salon du livre du journalisme le 16 mars 2019 à Mame & Olympia Tours.

Il n'est pas rare d'enregistrer dans le public des réactions du genre : «*Ah les médias, foutus médias, ils sont bien tous les mêmes ! Ils disent tous la même chose ! Ils sont tous vendus ! Ils nous mentent tous...* ». Des réactions si récurrentes au point de se passer de commentaires et de se faire par la suite, réappropriés par les journalistes eux-mêmes à travers des formules quasi consacrées que voici : «*les médias ce matin disent que* », «*Les médias pensent que* » installant à tort, «*l'idée qu'il y aurait ainsi dans nos dé-*

mocraties un personnage univoque aussi pitoyable que terrifiant, qui imposerait dans le débat public une vérité unique et qui ferait fi de toutes nos diversités ».

Pour remédier à cette situation qui fait du journaliste un donneur de leçons indésirables, un «*diseur*» de vérités qui dérangent, ce qui lui vaut d'être qualifié de tous les noms d'oiseaux et, par conséquent, d'être en proie à des persécutions, des réflexions approfondies à l'aune de l'éthique et de la déontologie du métier s'impose. C'est à cet exercice de dialectique for-



Vue partielle des journalistes lors des travaux

melle et d'objectivité fondamentale que s'attèlent depuis hier mercredi, les Assises 2019.

Il s'agit d'après les organisateurs, d'ouvrir un dialogue franc «*pour tenter de lever les incompréhensions, sortir des stéréotypes qui emprisonnent, reconnaître nos travers, être capable de modifier nos usages pour mieux préserver le droit inaliénable à la liberté d'expression. Le droit de chaque citoyen à une information de qualité* ».

Pour ce faire, 300 intervenants dans plus de 50 ateliers, workshops et débats sont mobi-

lisés. La riche et constructive réflexion qui se dégagera de cette rencontre sera enrichie par les apports de la première édition des Assises Internationales du Journalisme de Tunis qui a rassemblé plus de 800 journalistes venus de trente pays du bassin méditerranéen et d'Afrique en novembre dernier, formidable pont démocratique entre les deux rives de la Méditerranée. Tours. Tunis. Allers-retours.

Au regard de la pertinence du thème et des sous thèmes de la rencontre, il ne fait aucun doute que des débats hou-

leux mais fort constructifs qui suivront les différentes communications, surgiront des pistes susceptibles de rectifier le tir à tous les niveaux. La grande règle, pour les journalistes serait de parvenir à des langages qui ne suscitent point des spéculations moins élogieuses pour éviter des procès d'intention, des persécutions et leur cortège de malheurs....

La journée du mercredi 13 mars 2019 dédiée à l'Éducation à l'Information a été marquée par plusieurs ateliers sous des sous-thèmes aussi évocateurs que pertinents animés par des personnes ressources et autres professionnels chevronnés.

Au cours de la Soirée, la remise des Prix Éducation aux médias et l'information en présence du président du jury Harry Roselmack, présentateur du magazine «*sept à huit*» sur TF1.

De Tours, Loïc las

Le Très Haut Débit
continue son parcours sur le réseau TOGOCEL



est désormais présente à

TSÉVÉVIÉ

Le N°1 de l'internet mobile au Togo

TOGO CELLULAIRE FILIALE DU GROUPE TOGOCOM



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015

Plus de MEGA avec les Nouveaux Forfaits DATA !

1000F =

450 Mo

> 3 JOURS

3000F =

1,5 Go

> 7 JOURS

4500F =

3 Go

> 7 JOURS

***104#**



**LE MEILLEUR RÉSEAU DATA
ET LES APPELS LES MOINS CHERS
AU TOGO !**



Ter

**GROUPE
BANCAIRE
DE L'UEMOA***

**Grâce à nos clients fidèles, à nos équipes mobilisées
et à nos actionnaires engagés.
Merci à tous !**

BÉNIN | BURKINA FASO | CÔTE D'IVOIRE | MALI | NIGER | SÉNÉGAL | TOGO

* En nombre de comptes
(Commission Bancaire (ACCA), Rapport annuel 2017)

www.bank-of-africa.net



BANK OF AFRICA

Groupe BMCE BANK 